



ÉTATS FINANCIERS

Comptes annuels 2012 de la Fondation Européenne pour la
Formation accompagnés du rapport 2012 sur la gestion budgétaire
et financière

Fondation européenne pour la formation
Viale Settimio Severo 65
I 10133 Turin - Italie

L'ETF fait partie des agences de l'Union européenne. Elle a pour mission d'aider les pays en transition et en développement à exploiter leur potentiel en ressources humaines grâce à la réforme des systèmes d'éducation, de formation et du marché du travail dans le cadre de la politique extérieure de l'Union européenne

Villa Gualino
Viale Settimio Severo 65
I - 10133 Turin - Italie

E-mail: info@etf.europa.eu
Page d'accueil: www.etf.europa.eu
T: +39.011.630.2222
F: +39.011.630.2200

Rapport établi par:
Martine Smit – Comptable
Josefina Burgos Mateu – Comptable adjoint

TABLE DES MATIERES

Glossaire	4
I. Introduction	5
II. Conseil de direction et équipe de gestion	6
III. États financiers 2012	9
1. Compte de résultat économique	9
2. État de variation des actifs nets	10
3. Bilan	11
4. Analyse des flux de trésorerie	12
5. Compte de résultat budgétaire	13
6. Rapprochement des résultats budgétaire et économique	14
7. Soldes bancaires	15
8. Éléments d'actif et de passif éventuels	16
IV. Remarques sur les états financiers	17
1. Compte de résultat économique	18
2. État de variation des actifs nets	19
3. Bilan	19
4. Analyse des flux de trésorerie	23
5. Compte de résultat budgétaire	23
6. Rapprochement des résultats budgétaire et économique	23
7. Éléments d'actif et de passif éventuels	23
V. Remarques sur l'exécution du budget et la gestion financière	24
1. Introduction	24
2. Utilisation des crédits	26
i. Crédits de l'exercice courant – Subvention ETF	26
ii. Crédits liés à la réallocation de fonds reçus en 2012	31
iii. Crédits reportés liés à la réallocation de fonds reçus en 2011	33
iv. Crédits reportés de 2011 à 2012 – Subvention ETF	34
v. Crédits affectés	36
VI. Tableau des effectifs de l'ETF	37
Annexe I: Liste des membres du conseil de direction	38

GLOSSAIRE

Dettes à court terme	Dettes détenues par l'entité et échéant dans l'année. Les dettes à court terme font partie des dettes courantes.
Comptabilité d'engagement	Méthodologie comptable qui reconnaît les revenus lorsqu'ils sont gagnés et les dépenses lorsqu'elles surviennent, plutôt qu'à leur réception ou à leur paiement effectifs, contrairement à la comptabilité de caisse.
Accords	Conventions de subvention ou de délégation passées entre la Commission européenne et l'ETF qui portent sur des tâches spécifiques à exécuter par l'ETF.
Actif	L'actif appartient à une personne physique ou morale et a une valeur commerciale ou une valeur d'échange. L'actif peut consister en des biens ou en des créances sur autrui.
C1/Encours de crédits	Crédits approuvés de l'exercice en cours ou fonds réservés aux opérations et activités de l'exercice en cours.
C4/Crédits délégués	Crédits approuvés de l'exercice en cours ou fonds réservés aux opérations et activités spécifiquement déléguées provenant des montants recouvrés.
C5/Report de crédits délégués	Crédits approuvés de l'exercice en cours ou fonds réservés aux opérations et activités des exercices précédents provenant des montants recouvrés.
C8/Report	Crédits reportés de droit. Report de crédits engagés mais non payés durant l'exercice précédent, également appelé « Reste à liquider » (RAL).
R0/Recettes affectées	Fonds destinés à un usage spécifique, reçus d'organismes autres que la Commission européenne.
Comptabilité de caisse	Méthode comptable basée sur les flux de trésorerie. Les transactions sont comptabilisées lors de l'encaissement ou du décaissement des montants, contrairement à la comptabilité d'engagement.
Actif circulant	Série d'éléments d'actifs considérés comme étant liquides dans la mesure où ils peuvent être convertis en argent dans l'année. Ces postes du bilan comprennent les disponibilités, les créances et les stocks.
Dettes courantes	Dettes à payer dans l'année suivant la date du bilan.
État financier	Rapport écrit présentant une description quantitative de la santé financière d'une organisation. Il comprend un compte de résultat économique (équivalent à un état des profits et pertes), un bilan, un tableau des flux de trésorerie, un état de variation des capitaux propres et des remarques explicatives.
Régie d'avances	Comptes bancaires et/ou espèces servant aux petites dépenses.
Passif	Obligation financière, dette, créance ou perte potentielle.
RAL	Reste à liquider, pour « crédits restant à liquider ».

I. INTRODUCTION

Base de travail

Les états financiers ont pour objectif de fournir des informations sur la situation financière, la performance et les flux de trésorerie de la Fondation européenne pour la formation (ci-après l'ETF) présentant une utilité pour un large éventail d'utilisateurs.

Depuis cet exercice, les états financiers ont été préparés conformément aux règles de comptabilité adoptées par le comptable de la Commission européenne (ci-après la CE) qui sont fondées sur les principes de la comptabilité d'engagement en ce qui concerne le résultat économique, le bilan et les flux de trésorerie. Pour toute information complémentaire sur les règles et principes de comptabilité, consultez la section IV, «Remarques sur les états financiers». L'exécution du budget est préparée sur la base d'une comptabilité de caisse modifiée.

Les politiques en matière de comptabilité ont été appliquées de manière cohérente durant l'ensemble de la période.

Entité publiante

Les présents états financiers concernent l'ETF, un organisme européen, du secteur public instituée par le règlement n° 1360/90 du Conseil du 7 mai 1990.

En 2008, le règlement financier révisé de l'ETF a été soumis au conseil de direction pour adoption (n° 1339/2008) et il est entré en vigueur le 10 janvier 2009.

L'ETF reçoit une subvention annuelle provenant du budget opérationnel de la UE et peut également recevoir des contributions d'autres organismes privés ou publics et des gouvernements. L'ETF est chargée par la Commission de la gestion d'autres fonds, pour la mise en œuvre des deux initiatives ci-après:

- Une gouvernance au profit de l'employabilité dans la région méditerranéenne - GEMM;
- FRAME: des compétences pour l'avenir dans la région des Balkans.

L'ETF a pour mission d'aider les pays en transition et en développement à exploiter leur potentiel en ressources humaines grâce à la réforme des systèmes d'éducation, de formation et du marché du travail dans le cadre de la politique extérieure de l'Union européenne.

II. CONSEIL DE DIRECTION ET EQUIPE DE GESTION

Le conseil de direction

La Fondation européenne pour la formation est dirigée par un conseil comprenant un représentant de chaque État membre de l'Union européenne, trois représentants de la Commission ainsi que trois experts sans droit de vote désignés par le Parlement européen. En outre, trois représentants des pays partenaires peuvent assister aux réunions du conseil de direction en tant qu'observateurs. Les réunions sont présidées par un représentant de la DG Éducation et Culture.

Le conseil de direction s'est réuni deux fois en 2012. Il est responsable de l'adoption du projet de programme de travail annuel de l'ETF et de son budget, sous réserve de l'approbation du Parlement européen dans le contexte du budget général de l'Union européenne.

▪ **Réunion du 15 juin 2012 (Turin)**

Rapport d'activité annuel 2011

Les informations présentées dans le *Rapport d'activité annuel* reflètent la manière dont les travaux sont organisés par fonction, par région et par thème. Le programme de travail 2011 visait la réalisation de 149 résultats. Par région, les résultats réalisés sont répartis comme suit: i) dans la région «élargissement»: 48 résultats réalisés sur 49 prévus; ii) dans la région «voisinage sud»: 32 résultats prévus et réalisés; iii) dans la région «voisinage est»: 29 résultats réalisés sur 26 prévus; iv) dans la région «Asie centrale»: 22 résultats réalisés sur 20 prévus. La réalisation des résultats de la Fondation est également classée par fonction.

Sur le plan de la performance et de la rentabilité, les activités de l'ETF sont jugées pertinentes, comme en témoignent les résultats du processus de Turin et une enquête de satisfaction menée auprès de ses participants. La réactivité et la capacité d'adaptation de l'ETF sont mises en évidence par la définition de 18 nouveaux résultats et l'annulation de 14 autres; quant à son efficacité, elle est démontrée par le fait que le nombre de résultats réalisés correspond à celui qui était prévu. Dans un souci d'amélioration de la qualité, l'ETF a mis au point un cadre de gestion axé sur la performance. En réponse à un audit des coûts liés à la réalisation des résultats de la Fondation, l'ETF a commencé à chiffrer ces résultats de la Fondation en 2011. Le coût moyen est relativement similaire d'une région à l'autre, et varie de 136 628 EUR par résultat de la Fondation dans la région «voisinage sud» à 111 206 EUR dans la région «élargissement». Comme attendu, le coût moyen par résultat de la Fondation se révèle plus élevé dans les domaines plus étendus, tels que le développement d'expertise thématique (164 334 EUR) et, surtout, l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes (437 692 EUR).

Le conseil de direction a adopté le rapport d'activité annuel 2011 ainsi que l'analyse et l'évaluation du rapport d'activité annuel 2011.

États financiers de l'ETF

Les états financiers pour 2011 ont été présentés. Ils ont été audités par la Cour des comptes et un avis préliminaire a été reçu le 14 juin 2012. Cette déclaration préliminaire signalait que, pour tous les aspects matériels, les comptes annuels de l'ETF traduisaient fidèlement sa situation financière au 31 décembre 2011 et que les résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'année étaient conformes aux dispositions de son règlement financier. L'avis rendu par la Cour des comptes sert de base à la décharge du Parlement européen. Eu égard au rapport d'activité annuel 2011, à la déclaration d'assurance obligatoire de la directrice et à l'expression de sa confiance dans les contrôles et les opérations de l'ETF, à la certification par la comptable de l'ETF des comptes annuels et à la déclaration d'assurance de la Cour des comptes, le conseil de direction a été invité à donner son avis sur les comptes financiers annuels 2011.

Le conseil de direction a adopté un avis positif sur les états financiers annuels 2011 de l'ETF.

Le Parlement européen a approuvé le décharge pour l'exercice 2011 le 17 avril 2013.

▪ **Réunion du 20 novembre 2012 (Turin)**

Programme de travail et budget

Le conseil de direction a approuvé le programme de travail 2013 de l'ETF.

Le projet de budget repose sur les orientations de la CE, avec un gel nominal du montant de la subvention et une réduction des effectifs de 1 % (passant de 1 365 à 1 345 personnes) et des coûts liés au personnel. La proposition de cadre de financement pluriannuel de la CE pour la période 2014-2020 comprend une baisse des effectifs de 5 % sur cinq ans pour l'ensemble des institutions et des autres organes de l'UE. Sa mise en œuvre commencera en 2013.

Le conseil de direction a adopté le budget 2013 de l'ETF, en tenant compte du fait que les chiffres définitifs ne seront connus que lorsque le Conseil et le Parlement européen auront confirmé leur décision relative au budget général de l'UE.

Le conseil de direction a adopté l'avant-projet d'état prévisionnel des dépenses et des recettes ainsi que les orientations générales sous-jacentes pour 2014.

En 2012, L'ETF a présenté deux budgets rectificatifs, afin de réallouer une partie des économies réalisées sur les coûts liés au personnel, puisque le Conseil n'a pas adopté la mesure relative à l'adaptation des rémunérations. Aucun changement n'a été apporté aux dépenses de subvention, et une réduction de 2,7 % des dépenses liées au personnel a été partiellement réallouée au titre 2 (dépenses liées aux immeubles et à l'infrastructure), pour rénover les espaces de travail et l'équipement. Le montant résiduel a été alloué aux dépenses de fonctionnement. Le montant total de la subvention est de 20 144 530 EUR.

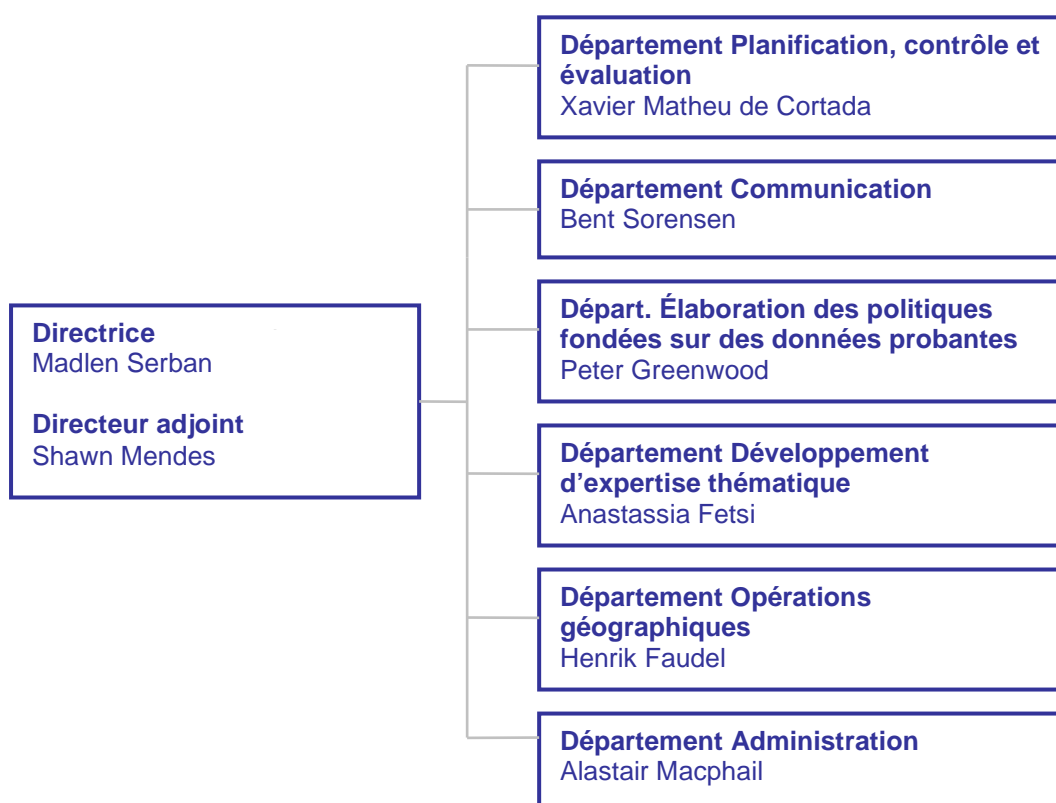
Structure organisationnelle et équipe de gestion de l'ETF

La structure organisationnelle de l'ETF est composée de la direction et des départements opérant dans un périmètre spécifique de responsabilité. À la base de toutes les opérations de l'ETF se trouvent les départements suivants:

«Administration», «Communication», «Élaboration des politiques fondées sur des données probantes», «Développement d'expertise thématique», «Opérations géographiques» et «Planification, contrôle et évaluation», qui fournissent un soutien technique et administratif à l'ensemble de l'organisation.

Les chefs de département respectifs, avec le directeur adjoint, forment l'équipe de gestion (EG), qui exerce des fonctions de conseil conformément aux articles 27 et 28 du règlement intérieur de l'ETF (GB/11/DEC/018 du 22 novembre 2011). L'EG et la directrice ont assisté à 16 réunions en 2012, et six autres réunions ont permis d'évoquer la stratégie, la gestion de la qualité des performances et les projets pour 2013.

En 2012, la structure globale se présentait de la manière suivante:



En 2012, le directeur adjoint nouvellement nommé, M. Shawn Mendes a pris ses fonctions.

III. États financiers 2012 *(Tous les montants sont exprimés en euro)*

1. Compte de résultat économique

	2012	2011
Recettes opérationnelles	20,113,135.31	19,794,124.37
Recettes opérationnelles - subvention CE	20,019,161.34	19,732,313.42
Recettes opérationnelles - divers	22,411.16	17,210.93
Recettes opérationnelles - ministère italien des affaires étrangères	71,562.81	44,600.02
TOTAL DES RECETTES OPÉRATIONNELLES	20,113,135.31	19,794,124.37
Dépenses administratives	-14,891,841.00	-14,309,446.88
Dépenses de personnel	-12,658,940.73	-12,266,116.70
Dépenses liées aux immobilisations	-292,789.15	-313,343.58
Autres dépenses administratives	-1,940,111.12	-1,729,986.60
Dépenses opérationnelles	-5,379,365.69	-5,439,759.49
Dépenses opérationnelles - subvention CE	-5,256,198.79	-5,395,168.47
Dépenses opérationnelles - ministère italien des affaires étrangères	-123,166.90	-44,591.02
TOTAL DÉPENSES ADMINISTRATIVES ET OPÉRATIONNELLES	-20,271,206.69	-19,749,206.37
EXCÉDENTS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	-158,071.38	44,918.00
Dépenses financières	-126.01	-680.57
DÉFICITS PROVENANT DES ACTIVITÉS NON OPÉRATIONNELLES	-126.01	-680.57
RÉSULTAT ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE	-158,197.39	44,237.43

2. État de variation des l'actif net

L'actif net	Excédents/déficits accumulés	Résultat économique de l'exercice	L'actif net (total)
Bilan au 31 décembre 2011	921,986.93	44,237.43	966,224.36
Changements des politiques de comptabilité	0.00		0.00
Autres réévaluations	0.00		0.00
Reclassements	0.00		0.00
Affectation du résultat économique 2011	44,237.43	-44,237.43	0.00
Résultat économique de l'exercice 2012		-158,197.39	-158,197.39
Bilan au 31 décembre 2012	966,224.36	-158,197.39	808,026.97

Note: l'ETF ne possède pas de réserves

3. Bilans financiers au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011

ACTIF	31/12/2012	31/12/2011	PASSIF	31/12/2012	31/12/2011
A. VALEURS IMMOBILISÉES			A. ACTIF NET		
Immobilisations incorporelles			Excédents/déficits accumulés	966,224.36	921,986.93
Droits d'occupation	5,000,000.00	5,000,000.00	Résultat économique de l'exercice	-158,197.39	44,237.43
Licenses de logiciels	556,677.86	540,762.41	ACTIF NET TOTAL	808,026.97	966,224.36
Logiciels générés en interne en cours de développement	193,670.35	37,815.35	C. PASSIF NON COURANT		
Amortissement	-3,457,310.41	-3,233,798.75	Provision pour risques et frais		
Sous-total	2,293,037.80	2,344,779.01	Affaires juridiques	500,000.00	500,000.00
Immobilisations corporelles			TOTAL PASSIF NON COURANT	500,000.00	500,000.00
Installations et machines	4,344.00	4,344.00	D. PASSIF COURANT		
Matériel et mobilier	255,869.97	251,519.60	Provision pour risques et frais	148,734.50	16,734.50
Équipement informatique	848,105.92	833,374.82	Dettes à court terme	2,832,628.70	3,478,740.79
Autres installations	166,834.68	155,254.68	Créditeurs courants	157,332.17	713,981.11
Amortissement	-1,107,109.57	-1,049,757.10	Créditeurs divers	7,157.07	1,823.55
Sous-total	168,045.00	194,736.00	Compte de régularisation actif et passif	2,478,528.42	2,592,143.55
TOTAL VALEURS IMMOBILISÉES	2,461,082.80	2,539,515.01	Autres dettes à court terme dues à des entités consolidées de la CE	25,551.25	4,828.41
B. ACTIF CIRCULANT			Préfinancement reçu d'entités consolidées de la CE	164,059.79	165,964.17
Stocks			TOTAL PASSIF COURANT	2,981,363.20	3,495,475.29
Publications	5,248.93	17,173.95			
Sous-total	5,248.93	17,173.95			
Préfinancement à court terme					
Préfinancement à court terme	603,384.75	819,212.49			
Sous-total	603,384.75	819,212.49			
Créances à court terme					
Créances courantes	4,068.26	6,126.78			
Créances diverses	29,694.66	20,591.44			
Recettes accumulées	0.00	0.00			
Charges reportées	75,319.32	97,389.74			
Créances à court terme auprès d'entités consolidées	1,653.89	413.90			
Sous-total	110,736.13	124,521.86			
Trésorerie et équivalents de trésorerie					
Comptes bancaires	1,108,837.56	1,461,276.34			
Règle d'avances	100.00	0.00			
Sous-total	1,108,937.56	1,461,276.34			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1,828,307.37	2,422,184.64			
TOTAL	4,289,390.17	4,961,699.65	TOTAL	4,289,390.17	4,961,699.65

4. Tableau des flux de trésorerie

Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	2012	2011
Excédents provenant des activités d'exploitation	-158,197.39	44,237.43
<u>Ajustements</u>		
Amortissements (immobilisations incorporelles)	223,511.66	235,363.19
Amortissements (immobilisations corporelles)	57,352.47	72,342.14
Provisions pour risques et frais liés au personnel	132,000.00	286,734.50
Diminution de la réduction de valeur pour les dettes douteuses	0.00	0.00
Diminution du stock	11,925.02	5,638.85
Augmentation du préfinancement à court terme	215,827.74	-302,374.42
Augmentation des créances à court terme	-42,262.70	-322,015.19
Diminution des créances liées à des entités consolidées de la CE	-1,239.99	2,660.42
Diminution des dettes à court terme	-57,662.76	-172,004.09
Augmentation du passif lié à des entités consolidées de la CE	-531,160.91	320,439.13
Perte sur la vente de propriétés, d'installations et d'équipements		
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	-149,906.86	171,021.96
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-198,632.47	-211,696.07
Produits d'immobilisations corporelles et incorporelles (+)	-3,799.45	0.00
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	-202,431.92	-211,696.07
Baisse nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	-352,338.78	-40,674.11
Trésorerie et équivalents de trésorerie en début de période	1,461,276.34	1,501,950.45
Trésorerie et équivalents de trésorerie en fin de période	1,108,937.56	1,461,276.34

En ce qui concerne les activités opérationnelles, l'ETF ne prévoit pas de provision pour les créances, préfinancements et postes extraordinaires – uniquement pour les dettes à long terme.

En ce qui concerne les activités d'investissement, l'ETF ne perçoit pas de revenus liés aux produits d'actifs immobilisés, d'activités financières ou d'opérations de reclassification.

L'ETF n'offre pas d'avantages sociaux au personnel, mais les congés non pris sont enregistrés comme «autres dettes».

5. Compte de résultat budgétaire

	31/12/2012	31/12/2011
Recettes		
Subvention de la CE	20,144,530.00	19,850,000.00
Autres bailleurs de fonds - ministère italien des affaires étrangères	2,805.14	4,522.81
Recettes diverses	26,149.42	85,819.28
Total des recettes (a)	20,173,484.56	19,940,342.09
Dépenses		
<i>Personnel - Titre I du budget</i>		
Palements	-12,751,781.42	-12,292,615.87
Crédits reportés	-313,053.94	-256,501.34
<i>Administration - Titre II du budget</i>		
Palements	-1,024,329.12	-1,095,008.47
Crédits reportés	-598,018.22	-362,737.00
<i>Activités d'exploitation - Titre III du budget</i>		
Palements	-5,540,619.44	-5,873,150.71
Crédits reportés	-1,386.75	-5,113.86
<i>Recettes affectées - Titre IV</i>		
Palements	-83,753.71	-157,797.35
Crédits reçus - non payés en 2012	-52,070.17	-133,009.74
<i>CE - convention ETE-MEDA - Titre V</i>		
Palements	-248,467.46	0.00
Crédits reçus - non payés en 2012	0.00	-248,467.46
Total des dépenses (b)	-20,613,480.23	-20,424,401.80
Résultats budgétaires pour l'exercice financier (a-b)	-439,995.67	-484,059.71
Crédits reportés et annulés	105,457.23	66,987.93
Ajustement pour report à partir de l'exercice précédent de crédits disponibles au 31 décembre provenant des recettes préaffectées	459,895.02	534,751.74
Différences de change	12.08	6.62
Solde du compte de résultat de l'exercice financier	125,368.66	117,686.58
Solde reporté de l'exercice financier précédent	117,686.58	100,981.71
Remboursements à la CE	-117,686.58	-100,981.71
Montant total à rembourser à la CE	125,368.66	117,686.58
Subvention de la Commission (recettes accumulées)	20,144,530.00	19,850,000.00
Montant relatif à l'exercice 2012 à rembourser à la CE	125,368.66	117,686.58

6. Rapprochement des résultats budgétaire et

Profits économiques 2012	+/-	-158,197.39
<i>Ajustement des postes de régularisation (postes non compris dans le résultat budgétaire, mais compris dans le résultat économique)</i>		
Ajustements pour la séparation des régularisations (reprise 31.12.N-1)	-	-1,885,394.78
Ajustements pour la séparation des régularisations (régularisations 31.12.N)	+	1,978,547.76
Montant provenant du compte de liaison avec la Commission repris dans le compte de résultat économique	-	125,368.66
Amortissement d'immobilisations corporelles et incorporelles	+	292,789.15
Provisions	+	132,000.00
Ordres de recouvrement émis en 2012 non payés	-	-22,411.16
Préfinancements régularisés au cours de l'exercice	+	815,291.41
Paievements effectués à partir de crédits de paiement reportés	+	456,981.20
Différences de change	+/-	12.08
<i>Ajustement des postes budgétaires (postes compris dans le résultat budgétaire, mais non compris dans le résultat économique)</i>		
Acquisitions d'actifs	-	-202,431.92
Nouveaux préfinancements payés au cours de l'exercice 2012	-	-693,201.51
Ordres de recouvrement budgétaires émis et payés	-	26,149.42
Crédits de paiement reportés à l'exercice 2013	-	-964,529.08
Annulation des crédits de paiement reportés non utilisés de l'exercice précédent	+	105,457.23
Ajustement des reports de l'exercice précédent provenant de recettes affectées	+	459,895.02
Provisions pour congés non pris	-	-11,651.45
Autres - Fonds ITF 2012	+/-	-80,939.57
Autres	+/-	-248,366.41
total		125,368.66
Résultat budgétaire 2012		125,368.66
Delta non expliqué		0.00

7. Soldes bancaires

	31.12.2012	31.12.2011
ETF		
ETF euros national	0.00	0.00
ETF euros	1,055,686.19	804,859.67
ETF ministère italien des affaires étrangères	53,151.37	104,252.68
ETF régie d'avances	100.00	0.00
	1,108,937.56	909,112.35
CE - Accords		
ETE MED	0.00	552,163.99
GEMM	0.00	na
	0.00	552,163.99
Total	1,108,937.56	1,461,276.34

L'accord actuel qui lie la Commission européenne et l'ETF est le GEMM. L'accord ETE MEDA a pris fin en 2012. Ces fonds, ainsi que les fonds provenant du ministère italien des affaires étrangères, sont de nature pluriannuelle et n'ont pas d'impact sur le résultat économique de l'ETF dans la mesure où ils sont versés aux bénéficiaires finaux ou remboursés lorsqu'ils ne sont pas distribués. Les fonds en question apparaissent dans le bilan à la rubrique Dettes à court terme. Cela vaut également pour les intérêts encaissés.

8. Éléments d'actif et de passif éventuels au 31 décembre 2012 et au 31 décembre 2011

ACTIF ÉVENTUEL	31/12/2012	31/12/2011
Garanties perçues pour des préfinancements	6,000.00	6,000.00
TOTAL	6,000.00	6,000.00

PASSIF ÉVENTUEL	31/12/2012	31/12/2011
RAL - Engagements de paiement sur crédits en souffrance	911,072.16	626,363.84
TOTAL	911,072.16	626,363.84

IV. REMARQUES SUR LES ETATS FINANCIERS

Règles et principes comptables

Les principes comptables appliqués sont conformes aux dispositions du règlement financier de l'ETF, adopté par le conseil de direction de l'ETF le 10 janvier 2009 et complété par les modalités d'application adoptées le 15 avril 2011.

Les états financiers sont établis sur la base des principes comptables généralement admis spécifiés dans les modalités d'application détaillées du règlement financier général, à savoir:

- (a) la continuité des activités;
- (b) la prudence;
- (c) la permanence des méthodes comptables;
- (d) la comparabilité des informations;
- (e) l'importance relative;
- (f) la non-compensation;
- (g) la prééminence du fond sur la forme;
- (h) la comptabilité d'exercice.

Les règles de comptabilité de l'ETF sont celles appliquées par la CE. Celles-ci ont été établies en conformité avec les normes de comptabilité publique internationale (IPSAS) publiées par l'International Federation of Accountants (IFAC).

Dans la comptabilité d'exercice, les transactions et autres événements sont comptabilisés lorsqu'ils surviennent (et plus seulement à la réception ou au versement des fonds ou de leur équivalent). Ils sont donc enregistrés dans les livres de comptes et comptabilisés dans les relevés financiers des périodes auxquelles ils se rapportent. Les éléments comptabilisés dans le cadre de cette méthode sont les actifs, les passifs, les actifs nets/fonds propres, les recettes et les dépenses.

Conversion en euros

Le budget de l'ETF est préparé et exécuté en euros et les comptes sont présentés en euros. Un nombre limité d'opérations sont converties aux taux nationaux, au moyen des taux de change de l'euro annoncés dans la série C du Journal officiel de l'Union européenne et conformément aux dispositions statutaires en la matière. Tous les engagements budgétaires et juridiques sont établis en euros.

Éléments des états financiers

Les états financiers comportent les postes suivants:

1. Compte de résultat économique;
2. État de variation des capitaux propres;
3. Bilan;
4. Analyse des flux de trésorerie.

Les états suivants sont fournis pour contribuer à la présentation d'une image fidèle et sincère:

5. Compte de résultat budgétaire;
6. Rapprochement des résultats budgétaire et économique;
7. Soldes bancaires;
8. Éléments d'actif et de passif éventuels.

1. COMPTE DE RESULTAT ECONOMIQUE

Le compte de résultat économique est l'équivalent d'un «compte des profits et pertes». Il présente les revenus, les dépenses et les revenus/pertes nets de l'exercice, c'est-à-dire le «résultat économique». Celui-ci est déterminé en déduisant le total des dépenses du total des recettes. Cette différence est augmentée ou diminuée par les résultats économiques des exercices antérieurs et en particulier par les montants remboursés à la Commission.

Recettes d'exploitation

Les recettes sont comptabilisées lorsqu'elles sont acquises, à savoir, concernant la subvention de la Commission, au moment de l'adoption du budget annuel. S'agissant des autres financements CE, l'ETF est en train d'adopter la même approche que pour les financements provenant d'autres sources, c'est-à-dire que les recettes sont acquises à la réception du paiement.

Les recettes d'exploitation sont ventilées de la manière suivante:

- La subvention annuelle de la Commission. Les recettes liées à la subvention de la Commission représentent la subvention annuelle de la Commission d'un montant de 20 144 530,00 EUR, moins le montant à rembourser, soit 125 368,66 EUR (Compte de résultat budgétaire), ce qui donne un total de 20 019 161,34 EUR. La subvention de la Commission est répartie entre les titres 1 et 2 (15 03 27 01) et le titre 3 (15 03 27 02)
- Par addition des recettes diverses accumulées d'un montant total de 22 298,03 EUR et 113,13 EUR au titre des différences de change, on obtient un total de recettes diverses s'élevant à 22 411,16 EUR.
- Autres recettes d'exploitation
En 2012, le ministre italien des Affaires étrangères a approuvé la réutilisation d'intérêts encaissés pour un montant de 2 805,14 EUR. Cependant, pour donner une présentation plus réaliste et conforme aux principes de la comptabilité d'engagement, la seule recette qui a été introduite dans les comptes a été le montant des paiements approuvés au titre des fonds reçus. Le montant restant est inclus dans les passifs en tant que «Compte de régularisation actif et passif». Ce type de financement est désigné sous le terme «fonds affectés» ou «recettes affectées». Un montant de 71 562,81 EUR a été introduit comme recette à ce poste et correspond au montant approuvé pour les paiements liés aux fonds reçus au cours des exercices 2009, 2010, 2011 et 2012.

Dépenses administratives et opérationnelles

Au sens du calcul du solde de l'exercice, les dépenses font référence aux paiements sur crédits de l'exercice, auxquels s'ajoutent les dépenses accumulées afférentes aux engagements du même exercice financier qui sont reportées à l'exercice suivant. et les charges reportées payées dans l'année financière sont déduits.

Les paiements enregistrés dans les comptes sont ceux qui ont été autorisés et effectués par le comptable au cours de l'année 2012.

Les crédits des titres 1 et 2 sont uniquement reportés sur l'exercice suivant, seuls les crédits non utilisés sont puis annulés. Les crédits du titre 3 sont de nature pluriannuelle et peuvent être reportés sur plusieurs exercices successifs. Les crédits relatifs aux recettes affectées peuvent être reportés jusqu'à la date finale de l'accord y afférent, ou jusqu'au paiement du montant total si les recettes désignent la réallocation de crédits reçus.

Le report est de droit lorsqu'il correspond à un engagement juridiquement contraignant restant à payer; dans tous les autres cas, il est soumis à l'autorisation préalable du conseil de direction.

Les dépenses se divisent en dépenses administratives, opérationnelles et financières, ainsi qu'en paiements liés aux recettes affectées.

Les dépenses administratives englobent 1) les paiements liés au personnel, y compris les dépenses accumulées liées aux congés du personnel qui n'ont pas été pris durant l'exercice, 2) les coûts liés aux stocks et aux immobilisations y compris les amortissements, et 3) d'autres dépenses administratives notamment liées à l'infrastructure et au matériel, y compris les pertes liées au taux de change.

Les dépenses opérationnelles sont dans l'ensemble liées à l'exécution du programme de travail de l'ETF. Elles comprennent les montants liés à l'exécution de projets financés en dehors de la subvention annuelle de l'ETF, c'est-à-dire les recettes affectées.

Les dépenses financières comprennent les frais bancaires et les intérêts pour retard de paiement.

2. ÉTAT DE VARIATION L'ACTIF NET

L'état de variation des l'actif net comprend seulement le résultat économique de l'exercice.

3. BILAN

Le bilan est une liste détaillée faisant apparaître tous les éléments d'actif et de passif ainsi que les fonds propres reflétant la situation financière d'une organisation à une date précise. Pour l'ETF, cette date est le 31 décembre 2012.

Actif

Actif immobilisé

L'actif immobilisé comprend les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles. Les immobilisations incorporelles représentent les droits d'occupation des locaux et les licences d'utilisation des logiciels. L'amortissement relatif aux droits d'occupation des locaux est calculé sur la base du contrat de location de 30 ans faisant suite à la contribution financière allouée pour les travaux de restauration. Les frais de location annuelle sont symboliquement de 1 EUR.

En 2010, la règle de comptabilité n° 6 est entrée en vigueur avec la fin de la période de dérogation concernant la capitalisation des actifs incorporels générés en interne. Le niveau de matérialisation pour un actif était situé à 500 000 EUR, mais l'ETF l'a réduit en 2011, pour le fixer à 100 000 EUR. Ce nouveau seuil de matérialisation moins élevé est donc appliqué depuis 2011 aux nouveaux logiciels développés en interne, et dont le développement a commencé en 2011. Cependant, tous les autres logiciels développés en interne, et dont le développement a commencé avant 2011 devront respecter l'ancien seuil, qui était plus élevé. En 2012, l'application suivante a été considérée comme étant un nouveau logiciel développé en interne: le système de missions TRAMS, dont les coûts de développement se sont élevés à 60 851,00 EUR en 2012. Allegro a généré des coûts de développement supplémentaires d'un montant de 95 004,00 EUR. La durée de vie d'Allegro et de TRAMS étant estimée à 4 ans, le pourcentage d'amortissement s'élève à 25 %. L'amortissement ne sera déduit qu'à compter de la mise en service des logiciels.

Les immobilisations corporelles représentent tous les biens meubles (matériel informatique, installations techniques et mobilier) dont le prix d'achat est supérieur à 420 EUR et qui sont évalués à leur valeur d'acquisition en monnaies nationales, convertie en euros aux taux de change comptable en vigueur à la date de l'achat.

La date de livraison est prise comme base pour le calcul de l'amortissement, qui est calculé tous les mois.

L'actif immobilisé n'est pas inscrit au compte des dépenses; il est enregistré immédiatement en tant qu'actif dans le bilan. L'amortissement est comptabilisé parmi les dépenses.

L'amortissement a une influence sur le résultat de l'exercice financier. La valeur comptable nette de l'actif immobilisé est présentée dans les deux tableaux ci-dessous.
Une correction a été apportée à la valeur au bilan des immobilisations corporelles et incorporelles, car deux transactions n'ont été finalisées dans le système de gestion ABAC Assets qu'en 2013.

Immobilisations incorporelles

	Droits d'occupation des locaux	Logiciels générés en interne en cours de développement	Licences de logiciels	Total
A. Prix d'achat:				
Valeur au 1 ^{er} janvier 2012	5,000,000.00	37,815.35	540,762.41	5,578,577.76
Changements durant l'exercice:				
• Additions		155,855.00	9,416.00	165,271.00
• Retraits				0.00
• Correction sur la valeur du solde			6,499.45	6,499.45
Fin de l'exercice:	5,000,000.00	193,670.35	556,677.86	5,750,348.21
B. Amortissement				
Valeur au 1 ^{er} janvier 2012	-2,833,333.34	0.00	-400,465.41	-3,233,798.75
Changements durant l'exercice:				
• Additions	-166,666.66		-56,845.00	-223,511.66
• Retraits				0.00
• Correction sur la valeur du solde				0.00
Fin de l'exercice:	-3,000,000.00	0.00	-457,310.41	-3,457,310.41
Valeur nette (A + B)	2,000,000.00	193,670.35	99,367.45	2,293,037.80

Immobilisations corporelles

	Installations et machines	Installations, machines et meubles	Équipement informatique	Autres installations	Total
A. Prix d'achat:					
Valeur au 1 ^{er} janvier 2012	4,344.00	251,519.60	833,374.82	155,254.68	1,244,493.10
Changements durant l'exercice:					0.00
• Reclassements					0.00
• Additions		7,050.37	14,731.10	11,580.00	33,361.47
• Retraits					0.00
• Correction sur la valeur du solde		-2,700.00			-2,700.00
Fin de l'exercice:	4,344.00	255,869.97	848,105.92	166,834.68	1,275,154.57
B. Amortissement					
Valeur au 1 ^{er} janvier 2012	-4,344.00	-134,071.60	-765,440.82	-145,900.68	-1,049,757.10
Changements durant l'exercice:					0.00
• Reclassements					0.00
• Additions		-17,500.37	-34,985.10	-4,867.00	-57,352.47
• Retraits					0.00
• Reprises					0.00
du solde					0.00
Fin de l'exercice:	-4,344.00	-151,571.97	-800,425.92	-150,767.68	-1,107,109.57
Valeur nette (A + B)	0.00	104,298.00	47,680.00	16,067.00	168,045.00

Les taux d'amortissement annuels appliqués à l'actif immobilisé sont les suivants:

Logiciels et matériels informatiques	25 %
Autres installations	25 %
Installations et machines	12,5 %
Installations, machines et mobilier	10 %

Stocks

Les publications sont enregistrées dans les stocks de l'ETF et non dans les «coûts». Bien que la valeur commerciale des publications soit nulle, leur valeur de remplacement est estimée à 5 248,93 EUR. Le nombre de publications en stock est inférieur à celui de l'an dernier du fait que l'ETF a continué de privilégier le téléchargement des publications disponibles en ligne par rapport aux versions papier. La différence dans la valeur réelle est due au fait que l'ETF publie désormais elle-même ses publications lorsque c'est nécessaire. L'impression en interne a entraîné une réduction globale des coûts d'impression, et permet à l'ETF de mieux faire coïncider ses stocks avec ses besoins.

Préfinancement à court terme

Les préfinancements sont des paiements représentant pour leurs bénéficiaires une avance de trésorerie. Ils peuvent être divisés en plusieurs paiements décaissés au cours d'une période définie dans l'accord de préfinancement concerné. À la fin de l'exercice, les montants des préfinancements en suspens sont évalués au montant d'origine moins les montants rendus, les montants éligibles liquidés et les montants éligibles estimés qui ne sont pas encore liquidés à la fin de l'exercice et les réductions de valeur.

Créances à court terme

À la rubrique «créances à court terme», figurent les montants que doivent les clients et d'autres débiteurs, les avances versées au titre des missions en cours, les dépenses reportées et les créances sur des entités consolidées.

Comptes de trésorerie

Les valeurs disponibles sont comptabilisées dans le bilan au prix coûtant. Elles comprennent la caisse, les dépôts bancaires, les paiements envoyés aux banques et les intérêts reçus en janvier 2013 avec une date valeur en 2012. Par rapport à l'exercice précédent, l'on constate une réduction due à la clôture du compte bancaire lié au projet ETE MEDA de l'ETF, qui a été apuré.

Passif

Capital

Le capital se compose des bénéfices/déficits accumulés des années précédentes auxquels s'ajoute le résultat économique de l'exercice (voir aussi le tableau 2, État de variation de l'actif propre.)

Provision pour risques et charges

Sous cette rubrique figurent les charges reportées telles que les dettes à court terme et les régularisations lorsqu'il existe une incertitude concernant l'échéance ou le montant des dépenses futures nécessaires pour la liquidation de l'obligation légale. En 2012, la provision globale relative aux affaires juridiques est la même qu'en 2011, puisque les affaires de l'époque sont toujours pendantes.

À la suite de la décision du Conseil de rejeter l'adaptation des rémunérations pour 2011 et 2012, une provision a été constituée en 2012 au titre de la hausse de la rémunération non versée en 2011 et 2012. Étant donné que ces décisions ne correspondent pas aux modalités de la «méthode» définies dans le statut des fonctionnaires, le collège a introduit un recours en annulation devant la Cour de justice de l'Union européenne. Il est probable que l'ajustement salarial initialement refusé doive, en fin de compte, être payé au personnel.

Bien que la situation actuelle des locaux de l'ETF soit incertaine, aucune disposition relative à un éventuel déménagement n'a été prise. L'ETF possédant le droit d'occuper les locaux de la

Villa Gualino, une éventuelle rupture de ce contrat pourrait avoir des conséquences financières.

Dettes à court terme

Sont repris comme charges à payer les montants dus aux créanciers pour les biens livrés ou les services fournis et les préfinancements restant à liquider, en provenance de la UE ou d'autres institutions européennes. Les principaux facteurs ayant contribué à la réduction globale des dettes à court terme sont détaillés ci-dessous:

Les diverses dettes courantes d'un montant de 2 832 628,70 EUR sont liées principalement aux dépenses accumulées estimées concernant les crédits à reporter à 2013 et aux dépenses accumulées estimées concernant les préfinancements versés par l'ETF aux contractants. La baisse par rapport à 2011 est due à la clôture de la convention ETE MEDA. Le montant est ventilé comme suit:

Description - Charges à payer	Montant
Fonds fiduciaire italien - intérêts perçus en 2012	1,081.20
Reports ITF à 2013	52,070.17
Crediteurs	104,180.80
SOUS-TOTAL	157,332.17
Description - Divers à payer	Montant
Remboursements divers liés au personnel	4,663.38
Remboursements reçus - Paiements retournés en banque	2,493.69
SOUS-TOTAL	7,157.07
Description - Autres dettes	Montant
Congés non pris en 2012	242,759.49
Charges à payer sur les préfinancements payés en 2012	581,462.07
Charges à payer sur les reports 2013	1,654,306.86
SOUS-TOTAL	2,478,528.42
Préfinancements reçus d'entités consolidées de l'UE	164,059.79
Autres charges à payer auprès d'entités consolidées de l'UE	25,551.25
TOTAL	2,832,628.70

Les dettes courantes d'un montant de 157 332,17 EUR sont ventilées de la manière suivante: 104 180,80 EUR pour les créanciers en attente en 2012 et 52 070,17 EUR pour les fonds en attente d'être reçus du ministère italien des affaires étrangères, composés de montants non engagés et d'engagements reportés. Le montant de 1 081,20 EUR représente les intérêts encaissés en 2012 sur les fonds reçus du ministère italien des Affaires étrangères. En 2012, l'ETF a obtenu la régularisation du ministère italien des Affaires étrangères pour les fonds afférents aux exercices 2003, 2004, 2005, 2007 et 2010.

Les dettes diverses représentent 7 157,07 EUR et correspondent à des remboursements divers associés au personnel, aux remboursements reçus et aux paiements retournés sur le compte bancaire.

Sous la rubrique «autres dettes» sont classées les charges à payer relatives aux préfinancements payés et les montants à reporter à 2012. En raison d'imprécisions constatées en 2011, l'ETF a intensifié ses vérifications et étendu la période de suivi du calcul des dépenses accumulées, ce qui a permis d'aboutir à un calcul plus précis et à une diminution globale par rapport à 2011. Sont également classés dans la rubrique «autres dettes» les congés non pris en 2012, qui sont légèrement en baisse

Par rapport à 2011, on observe une légère hausse dans les préfinancements reçus d'entités consolidées de la UE. Dans le contexte de la subvention habituelle de la CE, l'ETF a réussi à payer 95,47 % des crédits de paiement disponibles et doit retourner un total de 125 368,66 EUR à la CE. Les intérêts acquis à retourner à la CE ont baissé.

Description de la convention	DG ou Service de la CE	Montant	Statut/commentaires
Subvention ETF - intérêts à recouvrer	DG EAC	38,691.13	Intérêts perçus en 2012
Subvention de la CE	DG EAC	125,368.66	Résultats 2012
SOUS-TOTAL		164,059.79	
TOTAL		164,059.79	

Les montants dus à la CE connus et confirmés par certaines entités figurent au chapitre «Autres dettes à court terme dues à des entités consolidées de la CE». Le montant total concerné représente 25 551,25 EUR et correspond aux services fournis par d'autres services de la CE et d'autres agences.

4. ANALYSE DES FLUX DE TRESORERIE

L'analyse des flux de trésorerie représente les mouvements de trésorerie, autrement dit la différence entre les encaissements et les décaissements au cours d'une période déterminée. L'on constate une nouvelle réduction des flux de trésorerie due à la clôture définitive du compte bancaire lié à la convention ETE MEDA.

5. COMPTE DE RESULTAT BUDGETAIRE

Le résultat budgétaire de 2012 représente la différence entre:

- les recettes encaissées enregistrées durant cet exercice financier;
- le volume des décaissements effectués à partir des crédits de l'exercice financier concerné, plus les crédits du même exercice financier reportés à l'exercice financier suivant; et,
- les annulations des crédits reportés de l'exercice financier précédent.

Cette différence est augmentée ou réduite par:

- le solde résultant des profits et pertes de change enregistrés durant l'exercice financier;
- les résultats des années précédentes remboursés à la CE.

6. RAPPROCHEMENT DES RESULTATS BUDGETAIRE ET ECONOMIQUE

Le résultat budgétaire et son rapprochement du résultat économique sont présentés pour fournir au lecteur un tableau plus complet et démontrer la différence entre bilan économique et bilan budgétaire. L'ajout de ces données aide le lecteur à faire le lien entre le résultat basé sur l'encaissement du résultat budgétaire de 2012 et le résultat économique accumulé de 2012.

7. ÉLÉMENTS D'ACTIF ET DE PASSIF EVENTUELS

Les éléments d'actif et de passif éventuels figurent séparément dans les états financiers et représentent des avoirs ou des engagements potentiels. Au chapitre des éléments d'actif éventuels, l'ETF a enregistré les garanties bancaires reçues pour les préfinancements payés. Au chapitre des éléments de passif éventuels, l'ETF a enregistré les RAL reconnus – Engagements de paiement sur crédits en souffrance.

V. REMARQUES SUR L'EXECUTION DU BUDGET ET LA GESTION FINANCIERE

1 Introduction

Principes budgétaires

Les principes budgétaires adoptés par l'ETF sont conformes aux dispositions du règlement financier de l'ETF, adopté par le conseil de direction de l'ETF le 10 janvier 2009 et complété par les modalités d'application adoptées le 15 avril 2011. L'établissement et l'exécution du budget de la Fondation respectent les principes suivants:

- a) Unité et vérité budgétaire
- b) Annualité
- c) Équilibre
- d) Unité de compte
- e) Universalité
- f) Spécialité
- g) Bonne gestion financière
- h) Transparence

Structure du budget

L'état des dépenses du budget de l'ETF est présenté selon une nomenclature comportant une classification par destination. Il est donc divisé en cinq titres dont chacun se divise en chapitres, articles et postes.

L'ETF applique la nomenclature et la structure employées par la Commission européenne pour les titres 1, 2 et 3. Les titres 1 et 2 concernent les dépenses administratives tandis que le titre 3 est réservé aux dépenses opérationnelles.

- Le titre 1 englobe les dépenses relatives au personnel autorisé dans le tableau des effectifs de l'ETF et les dépenses concernant le personnel extérieur (y compris le personnel auxiliaire) et d'autres dépenses de gestion (y compris les frais de représentation).
- Le titre 2 couvre les dépenses administratives telles que les immeubles, le nettoyage et l'entretien, les locations, les télécommunications, l'eau, le gaz et l'électricité, ainsi que les dépenses de soutien (dont les frais de réunion).
- Le titre 3 couvre les dépenses relatives aux activités de l'ETF et notamment l'exécution de son programme de travail.

Les titres 4 et 5 concernent les budgets des fonds ou recettes affectés, associés à des contrats ou conventions particuliers conclus avec la CE et d'autres bailleurs de fonds. Ils se définissent de la manière suivante:

- Le titre 4 représente la coopération avec d'autres organisations. À l'heure actuelle, il ne comprend que les contributions du ministère italien des affaires étrangères.
- Le titre 5 représente la convention ETE-MEDA de la Commission européenne.

L'exécution du budget est préparée sur la base d'une «comptabilité de caisse modifiée». Le terme «modifiée» renvoie au fait que les montants reportés annuels sont inclus dans le budget. Les montants «reportés» concernent des engagements légaux conclus durant l'exercice, mais non payés.

Le terme «engagement légal» renvoie à des actions juridiquement contraignantes accomplies par l'ETF, par exemple à des contrats ou à d'autres accords signés et à des commandes placées.

Dans le contexte de l'exécution du budget, le terme «dépenses» recouvre les crédits d'engagement utilisés. Les crédits d'engagement utilisés sont des engagements payés en 2012 et des engagements (en partie) reportés sur 2013.

Des informations détaillées concernant les aspects pertinents de l'exécution du budget par titre, chapitre et poste, ainsi que des informations sur l'exécution du budget en 2012 sont fournies plus loin à la section «Utilisation des crédits».

Exécution du budget de l'ETF en 2012

Afin de fournir au lecteur un aperçu complet des activités financières liées à l'exécution du budget en 2012, un tableau reprenant les crédits d'engagement et de paiement est présenté ci-après. Les données relatives aux paiements portent non seulement sur ceux exécutés en 2012 et associés au budget 2012, mais également sur ceux exécutés en 2012 mais reposant sur les budgets des exercices précédents.

2. Utilisation des crédits

i. Crédits de l'exercice courant –subvention de l'ETF

Crédits d'engagement							Crédits d'engagement								
Poste	Description	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits d'engagement finaux disponibles en 2012	Engagements 2012		Total des crédits d'engagement reportés à 2013	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits de paiement finaux disponibles en 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2011	Montant total des paiements exécutés en 2012		Crédits de paiement reportés à 2013
1100	Traitements de base	7 739 384,00	-377 136,00	7 362 248,00	7 362 247,19	100,00 %	0,00	7 739 384,00	-377 136,00	7 362 248,00	7 362 247,19	0,00	7 362 247,19	100,00 %	0,00
1101	Allocations familiales	978 700,00	-108 547,00	870 153,00	870 152,08	100,00 %	0,00	978 700,00	-108 547,00	870 153,00	870 152,08	0,00	870 152,08	100,00 %	0,00
1102	Indemnités de dépaysement et d'expatriation	1 002 400,00	-42 420,00	959 980,00	959 979,47	100,00 %	0,00	1 002 400,00	-42 420,00	959 980,00	959 979,47	0,00	959 979,47	100,00 %	0,00
1110	Agent contractuel	1 656 200,00	-99 031,00	1 557 169,00	1 557 168,90	100,00 %	0,00	1 656 200,00	-99 031,00	1 557 169,00	1 557 168,90	0,00	1 557 168,90	100,00 %	0,00
1112	Personnel local	130 000,00	-48 268,00	81 732,00	81 580,63	99,81 %	2 377,26	130 000,00	-48 268,00	81 732,00	79 203,37	0,00	79 203,37	96,91 %	655,10
1130	Assurance maladie	266 600,00	-7 982,00	258 618,00	258 617,81	100,00 %	0,00	266 600,00	-7 982,00	258 618,00	258 617,81	0,00	258 617,81	100,00 %	0,00
1131	Assurance accidents et maladie professionnelle	58 000,00	-19 880,00	38 120,00	38 119,92	100,00 %	0,00	58 000,00	-19 880,00	38 120,00	38 119,92	0,00	38 119,92	100,00 %	0,00
1132	Assurance chômage pour les agents temporaires	108 300,00	-6 470,00	101 830,00	101 829,83	100,00 %	0,00	108 300,00	-6 470,00	101 830,00	101 829,83	0,00	101 829,83	100,00 %	0,00
1140	Allocations de naissance et décès	800,00	100,00	900,00	900,00	100,00 %	305,07	800,00	100,00	900,00	594,93	0,00	594,93	66,10 %	0,00
1141	Frais de voyage annuel du lieu d'affectation au lieu d'origine	170 000,00	-3 966,00	166 034,00	166 033,28	100,00 %	0,00	170 000,00	-3 966,00	166 034,00	166 033,28	0,00	166 033,28	100,00 %	0,00
1172	Frais d'organisation de stages à la Fondation	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	100,00 %	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00	10 000,00	0,00	10 000,00	100,00 %	0,00
1177	Autres prestations et services institutionnels d'audit	317 000,00	48 077,00	365 077,00	364 173,79	99,75 %	63 222,00	317 000,00	48 077,00	365 077,00	300 951,79	0,00	300 951,79	82,44 %	63 222,00
1180	Frais divers de recrutement	30 730,00	10 000,00	40 730,00	40 730,00	100,00 %	9 034,07	30 730,00	10 000,00	40 730,00	31 695,93	0,00	31 695,93	77,82 %	9 034,07
1181	Frais de voyage (début et fin de contrat)	10 000,00	-1 000,00	9 000,00	9 000,00	100,00 %	4 448,13	10 000,00	-1 000,00	9 000,00	4 551,87	0,00	4 551,87	50,58 %	0,00
1182	Indemnités d'installation	110 550,00	11 445,00	121 995,00	121 995,00	100,00 %	1 254,31	110 550,00	11 445,00	121 995,00	120 740,69	0,00	120 740,69	98,97 %	0,00
1183	Frais de déménagement	75 100,00	12 974,13	88 074,13	84 561,59	96,01 %	49 146,19	75 100,00	12 974,13	88 074,13	35 415,40	0,00	35 415,40	40,21 %	49 146,19

Crédits d'engagement							Crédits d'engagement								
Poste	Description	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits d'engagement finaux disponibles en 2012	Engagements 2012		Total des crédits d'engagement reportés à 2013	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits de paiement finaux disponibles en 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2011	Montant total des paiements exécutés en 2012		Crédits de paiement reportés à 2013
1184	Indemnités journalières temporaires	62 200,00	-21 982,00	40 218,00	40 217,43	100,00 %	0,00	62 200,00	-21 982,00	40 218,00	40 217,43	0,00	40 217,43	100,00 %	0,00
1190	Coefficients correcteurs	401 600,00	125 515,87	527 115,87	527 115,87	100,00 %	0,00	401 600,00	125 515,87	527 115,87	527 115,87	0,00	527 115,87	100,00 %	0,00
1191	Adaptation salariale	100 000,00	-100 000,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	100 000,00	-100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00
Sous-total	Chapitre 11 - Personnel en activité	13 227 564,00	-628 570,00	12 598 994,00	12 594 422,79	99,96 %	129 787,03	13 227 564,00	-628 570,00	12 598 994,00	12 464 635,76	0,00	12 464 635,76	98,93 %	122 057,36
1300	Frais de missions et de déplacement	108 000,00	42 899,07	150 899,07	150 899,07	100,00 %	43 331,74	108 000,00	42 899,07	150 899,07	107 567,33	0,00	107 567,33	71,28 %	43 331,74
Sous-total	Chapitre 13 - Missions et déplacements	108 000,00	42 899,07	150 899,07	150 899,07	100,00 %	43 331,74	108 000,00	42 899,07	150 899,07	107 567,33	0,00	107 567,33	71,28 %	43 331,74
1430	Service médical	37 290,00	-8 229,00	29 061,00	29 060,41	100,00 %	17 307,98	37 290,00	-8 229,00	29 061,00	11 752,43	0,00	11 752,43	40,44 %	17 307,98
1440	Formation interne	160 000,00	30 000,00	190 000,00	189 065,99	99,51 %	126 830,33	160 000,00	30 000,00	190 000,00	62 235,66	0,00	62 235,66	32,76 %	126 830,33
1490	Autres Interventions	5 000,00	-408,00	4 592,00	4 542,00	98,91 %	2 797,33	5 000,00	-408,00	4 592,00	1 744,67	0,00	1 744,67	37,99 %	2 797,33
Sous-total	Chapitre 14 – Infrastructure à caractère socio-médical	202 290,00	21 363,00	223 653,00	222 668,40	99,56 %	146 935,64	202 290,00	21 363,00	223 653,00	75 732,76	0,00	75 732,76	33,86 %	146 935,64
1520	Experts nationaux détachés	68 000,00	-28 655,27	39 344,73	39 344,73	100,00 %	0,00	68 000,00	-28 655,27	39 344,73	39 344,73	0,00	39 344,73	100,00 %	0,00
Sous-total	Chapitre 15 - Échange de personnel entre la Fondation et le secteur public	68 000,00	-28 655,27	39 344,73	39 344,73	100,00 %	0,00	68 000,00	-28 655,27	39 344,73	39 344,73	0,00	39 344,73	100,00 %	0,00
1700	Frais de représentation	12 000,00	0,00	12 000,00	10 144,83	84,54 %	630,00	12 000,00	0,00	12 000,00	9 514,83	0,00	9 514,83	79,29 %	630,00
Sous-total	Chapitre 17 - Frais de représentation	12 000,00	0,00	12 000,00	10 144,83	84,54 %	630,00	12 000,00	0,00	12 000,00	9 514,83	0,00	9 514,83	79,29 %	630,00
Sous-total	Titre 1 - DÉPENSES concernant les personnes liées à la fondation	13 617 854,00	-592 963,20	13 024 890,80	13 017 479,82	99,94 %	320 684,41	13 617 854,00	-592 963,20	13 024 890,80	12 696 795,41	0,00	12 696 795,41	97,48 %	312 954,74
2000	Location	8 601,00	-239,49	8 361,51	8 361,51	100,00 %	2 290,00	8 601,00	-239,49	8 361,51	6 071,51	0,00	6 071,51	72,61 %	2 290,00
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	110 000,00	40 597,00	150 597,00	150 597,00	100,00 %	71 428,50	110 000,00	40 597,00	150 597,00	79 168,50	0,00	79 168,50	52,57 %	71 428,50
2030	Nettoyage et entretien	204 700,00	-3 547,69	201 152,31	201 152,31	100,00 %	57 347,19	204 700,00	-3 547,69	201 152,31	143 805,12	0,00	143 805,12	71,49 %	57 347,19
2040	Aménagement des locaux	0,00	2 403,62	2 403,62	2 403,62	100,00 %	851,81	0,00	2 403,62	2 403,62	1 551,81	0,00	1 551,81	64,56 %	851,81

Crédits d'engagement								Crédits d'engagement							
Poste	Description	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits d'engagement finaux disponibles en 2012	Engagements 2012		Total des crédits d'engagement reportés à 2013	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits de paiement finaux disponibles en 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2011	Montant total des paiements exécutés en 2012		Crédits de paiement reportés à 2013
2050	Sécurité et surveillance	107 980,00	-3 533,00	104 447,00	104 447,00	100,00 %	16 350,62	107 980,00	-3 533,00	104 447,00	88 096,38	0,00	88 096,38	84,35 %	16 350,62
2090	Autres dépenses immobilières (y compris frais d'assurance et d'administration)	85 000,00	-15 617,00	69 383,00	69 383,00	100,00 %	11 489,00	85 000,00	-15 617,00	69 383,00	57 894,00	0,00	57 894,00	83,44 %	11 489,00
Sous-total	Chapitre 20 - Investissements en immobilier location d'immeubles et frais accessoires	516 281,00	20 063,44	536 344,44	536 344,44	100,00 %	159 757,12	516 281,00	20 063,44	536 344,44	376 587,32	0,00	376 587,32	70,21 %	159 757,12
2100	Matériel TIC	93 900,00	85 340,57	179 240,57	179 226,74	99,99 %	108 871,79	93 900,00	85 340,57	179 240,57	70 354,95	0,00	70 354,95	39,25 %	108 871,79
2101	Développement et achat de logiciels	254 839,00	28 996,13	283 835,13	283 645,13	99,93 %	100 240,56	254 839,00	28 996,13	283 835,13	183 404,57	0,00	183 404,57	64,62 %	100 240,56
2103	Coûts des télécoms	231 000,00	0,00	231 000,00	231 000,00	100,00 %	129 983,41	231 000,00	0,00	231 000,00	101 016,59	0,00	101 016,59	43,73 %	129 983,41
2105	Coût des équipements de télécommunication	125 900,00	1 957,00	127 857,00	127 857,00	100,00 %	0,00	125 900,00	1 957,00	127 857,00	127 857,00	0,00	127 857,00	100,00 %	0,00
Sous-total	Chapitre 21 - Technologies de l'information et des communications	705 639,00	116 293,70	821 932,70	821 728,87	99,98 %	339 095,76	705 639,00	116 293,70	821 932,70	482 633,11	0,00	482 633,11	2,48	339 095,76
2200	Achat installations techniques et matériel bureautique	25 800,00	-1 532,38	24 267,62	24 267,62	100,00 %	4 236,76	25 800,00	-1 532,38	24 267,62	20 030,86	0,00	20 030,86	82,54 %	4 236,76
2210	Achat mobilier	0,00	13 353,74	13 353,74	13 353,74	100,00 %	11 701,81	0,00	13 353,74	13 353,74	1 651,93	0,00	1 651,93	12,37 %	11 701,81
Sous-total	Chapitre 22 - Biens meubles et frais accessoires	25 800,00	11 821,36	37 621,36	37 621,36	100,00 %	15 938,57	25 800,00	11 821,36	37 621,36	21 682,79	0,00	21 682,79	57,63 %	15 938,57
2300	Papeterie et fourniture de bureaux	55 000,00	10 859,93	65 859,93	65 713,74	99,78 %	36 144,66	55 000,00	10 859,93	65 859,93	29 569,08	0,00	29 569,08	44,90 %	36 144,66
2320	Diverses dépenses financières	1 000,00	-500,00	500,00	500,00	100,00 %	349,92	1 000,00	-500,00	500,00	150,08	0,00	150,08	30,02 %	349,92
2330	Frais de contentieux	5 000,00	-4 775,00	225,00	225,00	100,00 %	0,00	5 000,00	-4 775,00	225,00	225,00	0,00	225,00	100,00 %	0,00
2350	Assurances diverses	18 450,00	-7 334,30	11 115,70	11 115,70	100,00 %	427,13	18 450,00	-7 334,30	11 115,70	10 688,57	0,00	10 688,57	96,16 %	427,13
2352	Frais divers de réunion interne	2 830,00	-1 193,00	1 637,00	1 636,81	99,99 %	977,01	2 830,00	-1 193,00	1 637,00	659,80	0,00	659,80	40,31 %	977,01
2355	Menues dépenses	3 000,00	500,00	3 500,00	3 500,00	100,00 %	2 263,00	3 000,00	500,00	3 500,00	1 237,00	0,00	1 237,00	35,34 %	2 263,00
2360	Publications au journal officiel	5 000,00	0,00	5 000,00	5 000,00	100,00 %	4 073,21	5 000,00	0,00	5 000,00	926,79	0,00	926,79	18,54 %	4 073,21

Crédits d'engagement								Crédits d'engagement							
Poste	Description	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits d'engagement finaux disponibles en 2012	Engagements 2012		Total des crédits d'engagement reportés à 2013	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits de paiement finaux disponibles en 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2011	Montant total des paiements exécutés en 2012		Crédits de paiement reportés à 2013
Sous-total	Chapitre 23 - Dépenses courantes de fonctionnement administratif	90 280,00	-2 442,37	87 837,63	87 691,25	99,83 %	44 234,93	90 280,00	-2 442,37	87 837,63	43 456,32	0,00	43 456,32	49,47 %	44 234,93
2400	Correspondance et frais de port	38 000,00	-12 900,00	25 100,00	25 100,00	100,00 %	13 846,03	38 000,00	-12 900,00	25 100,00	11 253,97	0,00	11 253,97	44,84 %	13 846,03
Sous-total	Chapitre 24 - Affranchissement et télécommunications	38 000,00	-12 900,00	25 100,00	25 100,00	100,00 %	13 846,03	38 000,00	-12 900,00	25 100,00	11 253,97	0,00	11 253,97	44,84 %	13 846,03
2500	Frais de réunion du conseil de direction	120 000,00	-32 372,93	87 627,07	87 604,31	99,97 %	3 347,07	120 000,00	-32 372,93	87 627,07	84 257,24	0,00	84 257,24	96,15 %	3 347,07
Sous-total	Chapitre 25 - Frais de réunion et de convocation	120 000,00	-32 372,93	87 627,07	87 604,31	99,97 %	3 347,07	120 000,00	-32 372,93	87 627,07	84 257,24	0,00	84 257,24	96,15 %	3 347,07
Sous-total	Titre 2 – Immeuble matériel et frais divers de fonctionnement	1 496 000,00	100 463,20	1 596 463,20	1 596 090,23	99,98 %	576 219,48	1 496 000,00	100 463,20	1 596 463,20	1 019 870,75	0,00	1 019 870,75	63,88 %	576 219,48
3000	Achat de publications et d'abonnements opérationnels	28 500,00	-4 897,53	23 602,47	23 010,79	97,49 %	4 318,52	28 500,00	-4 897,53	23 602,47	18 692,27	6 864,02	25 556,29	108,28 %	0,00
3010	Publications générales – Unité Communication externe	625 000,00	131 000,00	756 000,00	754 277,29	99,77 %	189 324,59	625 000,00	131 000,00	756 000,00	564 952,70	114 863,28	679 815,98	89,92 %	0,00
3030	Associations professionnelles et frais de participation	5 000,00	0,00	5 000,00	2 774,50	55,49 %	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00	2 774,50	0,00	2 774,50	55,49 %	0,00
3040	Frais de traduction - Subvention ETF	245 000,00	-6 000,00	239 000,00	239 000,00	100,00 %	9 569,50	245 000,00	-6 000,00	239 000,00	229 430,50	12 670,50	242 101,00	101,30 %	0,00
Sous-total	Chapitre 30 - Dépenses opérationnelles	903 500,00	120 102,47	1 023 602,47	1 019 062,58	99,56 %	203 212,61	903 500,00	120 102,47	1 023 602,47	815 849,97	134 397,80	950 247,77	92,83 %	0,00
3140	Evaluation de l'impact et audit des activités du programme de travail	309 000,00	0,00	309 000,00	304 818,23	98,65 %	100 598,46	309 000,00	0,00	309 000,00	204 219,77	69 857,17	274 076,94	88,70 %	0,00
3150	ENP - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone de voisinage	1 183 200,00	2 922,60	1 186 122,60	1 185 943,87	99,98 %	504 816,14	1 183 200,00	2 922,60	1 186 122,60	681 127,73	644 590,29	1 325 718,02	111,77 %	0,00
3160	IPA - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	835 000,00	-100 446,13	734 553,87	733 808,27	99,90 %	220 627,79	835 000,00	-100 446,13	734 553,87	513 180,48	424 632,53	937 813,01	127,67 %	0,00

Crédits d'engagement								Crédits d'engagement							
Poste	Description	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits d'engagement finaux disponibles en 2012	Engagements 2012		Total des crédits d'engagement reportés à 2013	Budget initial 2012	Transferts 2012	Crédits de paiement finaux disponibles en 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2012	Paiements exécutés en 2012 en lien avec des engagements 2011	Montant total des paiements exécutés en 2012		Crédits de paiement reportés à 2013
3170	DCI - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans l'instrument de coopération au développement	277 800,00	143 560,02	421 360,02	420 860,80	99,88 %	242 316,71	277 800,00	143 560,02	421 360,02	178 544,09	142 701,36	321 245,45	76,24 %	0,00
3180	ILP – Projets en faveur de l'innovation et de l'apprentissage	426 220,00	175 438,22	601 658,22	601 658,22	100,00 %	324 028,97	426 220,00	175 438,22	601 658,22	277 629,25	255 727,41	533 356,66	88,65 %	0,00
3190	Projets en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes	267 380,00	105 522,82	372 902,82	372 902,74	100,00 %	182 657,42	267 380,00	105 522,82	372 902,82	190 245,32	135 432,66	325 677,98	87,34 %	
Sous-total	Chapitre 31 - Actions prioritaires: activités du programme de travail	3 298 600,00	326 997,53	3 625 597,53	3 619 992,13	99,85 %	1 575 045,49	3 298 600,00	326 997,53	3 625 597,53	2 044 946,64	1 672 941,42	3 717 888,06	102,55 %	0,00
3200	Frais de mission liés aux dépenses opérationnelles	828 576,00	45 400,00	873 976,00	873 976,00	100,00 %	159 533,05	828 576,00	45 400,00	873 976,00	714 442,95	136 202,49	850 645,44	97,33 %	0,00
Sous-total	Chapitre 32 - Frais de mission liés aux dépenses opérationnelles	828 576,00	45 400,00	873 976,00	873 976,00	100,00 %	159 533,05	828 576,00	45 400,00	873 976,00	714 442,95	136 202,49	850 645,44	97,33 %	0,00
Sous-total	Titre 3 – Dépenses liées à des activités opérationnelles	5 030 676,00	492 500,00	5 523 176,00	5 513 030,71	99,82 %	1 937 791,15	5 030 676,00	492 500,00	5 523 176,00	3 575 239,56	1 943 541,71	5 518 781,27	99,92 %	0,00
Total	Budget total disponible:	20 144 530,00	0,00	20 144 530,00	20 126 600,76	99,91 %	2 834 695,04	20 144 530,00	0,00	20 144 530,00	17 291 905,72	1 943 541,71	19 235 447,43	95,49 %	889 174,22

ii. Crédits liés à la réallocation de fonds reçus en 2012

Poste budgétaire	Description	Budget initial disponible pour engagements	Montant total des transferts	Budget final disponible pour engagements	Montant total des engagements acceptés	% engagé	Crédits d'engagement reportés à 2012	Budget disponible pour paiements	Montant total des transferts	Budget total disponible pour paiements	Montant total des paiements acceptés	% paiements exécutés	Crédits de paiement et d'engagement reportés à 2012	Crédits de paiement disponible Report
1112	Personnel local	0,00	609,01	609,01	609,01	100,00 %	0,00	0,00	609,01	609,01	609,01	100,00 %	0,00	0,00
1177	Autres prestations	0,00	99,20	99,20	0,00	0,00 %	99,20	0,00	99,20	99,20	0,00	0,00 %	99,20	0,00
11	Total chapitre	0,00	708,21	708,21	609,01	85,99 %	99,20	0,00	708,21	708,21	609,01	85,99 %	99,20	0,00
1300	Frais de missions et de déplacement	0,00	2 474,13	2 474,13	2 474,13	100,00 %	0,00	0,00	2 474,13	2 474,13	2 474,13	100,00 %	0,00	0,00
13	Total chapitre	0,00	2 474,13	2 474,13	2 474,13	100,00 %	0,00	0,00	2 474,13	2 474,13	2 474,13	100,00 %	0,00	0,00
1	TOTAL:	0,00	3 182,34	3 182,34	3 083,14	96,88 %	99,20	0,00	3 182,34	3 182,34	3 083,14	96,88 %	99,20	0,00
2330	Frais de contentieux	0,00	3 559,78	3 559,78	0,00	0,00 %	3 559,78	0,00	3 559,78	3 559,78	0,00	0,00 %	3 559,78	3 559,78
23	Total chapitre	0,00	3 559,78	3 559,78	0,00	0,00 %	3 559,78	0,00	3 559,78	3 559,78	0,00	0,00 %	3 559,78	3 559,78
2500	Frais généraux de réunion	0,00	1 296,24	1 296,24	1 296,24	100,00 %	0,00	0,00	1 296,24	1 296,24	0,00	0,00 %	0,00	0,00
25	Total chapitre	0,00	1 296,24	1 296,24	1 296,24	100,00 %	0,00	0,00	1 296,24	1 296,24	0,00	0,00 %	0,00	0,00
2	TOTAL:	0,00	4 856,02	4 856,02	1 296,24	26,69 %	3 559,78	0,00	4 856,02	4 856,02	0,00	0,00 %	3 559,78	3 559,78
3010	Publication générale	0,00	2 834,28	2 834,28	2 834,28	100,00 %	0,00	0,00	2 834,28	2 834,28	2 834,28	100,00 %	0,00	0,00
30	Total chapitre	0,00	2 834,28	2 834,28	2 834,28	100,00 %	0,00	0,00	2 834,28	2 834,28	2 834,28	100,00 %	0,00	0,00
3150	ENP - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone de voisinage	0,00	2 739,02	2 739,02	2 739,02	100,00 %	0,00	0,00	2 739,02	2 739,02	2 739,02	100,00 %	0,00	0,00
3160	IPA - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	0,00	4 882,40	4 882,40	4 866,16	99,67 %	16,24	0,00	4 882,40	4 882,40	4 882,40	100,00 %	16,24	0,00
3170	ILP - Projets en faveur de l'innovation et de l'apprentissage	0,00	945,02	945,02	945,00	100,00 %	0,02	0,00	945,02	945,02	945,02	100,00 %	0,02	0,00
3180	Projets en faveur de l'élaboration de	0,00	2 748,69	2 748,69	2 748,69	100,00 %	0,00	0,00	2 748,69	2 748,69	2 748,69	100,00 %	0,00	0,00

	politiques fondées sur des données probantes													
31	Total chapitre	0,00	11 315,13	11 315,13	11 298,87	99,86 %	16,26	0,00	11 315,13	11 315,13	11 315,13	100,00 %	16,26	0,00
3200	Missions opérationnelles	0,00	3 961,65	3 961,65	3 364,74	84,93 %	596,91	0,00	3 961,65	3 961,65	2 574,90	65,00 %	596,91	1 386,75
32	Total chapitre	0,00	3 961,65	3 961,65	3 364,74	84,93 %	596,91	0,00	3 961,65	3 961,65	2 574,90	65,00 %	596,91	1 386,75
3	TOTAL:	0,00	18 111,06	18 111,06	17 497,89	96,61 %	613,17	0,00	18 111,06	18 111,06	16 724,31	92,34 %	613,17	1 386,75
	Total source des fonds	0,00	26 149,42	26 149,42	21 877,27	83,66 %	4 272,15	0,00	26 149,42	26 149,42	19 807,45	75,75 %	4 272,15	4 946,53

iii. Crédits reportés liés à la réallocation de fonds reçus en 2011

Crédits d'engagement						Crédits de paiement				
Poste budgétaire	Description	Budget initial disponible pour engagements	Montant total des engagements acceptés	% engagé	Crédits d'engagement reportés à 2013	Budget disponible pour paiements	Montant total des paiements acceptés	% paiements exécutés	Crédits de paiement et d'engagement reportés à 2013	Crédits de paiement disponible Report
1112	Personnel local	40 735,05	40 735,05	100,00 %	0,00	40 735,05	40 735,05	100,00 %	0,00	0,00
11	Total chapitre	40 735,05	40 735,05	100,00 %	0,00	40 735,05	40 735,05	100,00 %	0,00	0,00
1300	Frais de missions et de déplacement	3 384,82	3 384,82	100,00 %	0,00	3 384,82	3 384,82	100,00 %	0,00	0,00
13	Total chapitre	3 384,82	3 384,82	100,00 %	0,00	3 384,82	3 384,82	100,00 %	0,00	0,00
1	TOTAL:	44 119,87	44 119,87	100,00 %	0,00	44 119,87	44 119,87	100,00 %	0,00	0,00
2100	Matériel TIC	135,00	135,00	100,00 %	0,00	135,00	135,00	100,00 %	0,00	0,00
2103	Coûts des télécoms	18,12	18,12	100,00 %	0,00	18,12	0,00	0,00 %	18,12	18,12
21	Total chapitre	153,12	153,12	100,00 %	0,00	153,12	135,00	88,17 %	18,12	18,12
2330	Frais de contentieux	17 252,78	17 252,78	100,00 %	0,00	17 252,78	716,18	4,15 %	16 536,60	16 536,60
2350	Assurances diverses	388,00	0,00	0,00 %	388,00	388,00	0,00	0,00 %	0,00	388,00
23	Total chapitre	17 640,78	17 252,78	97,80 %	388,00	17 640,78	716,18	4,06 %	16 536,60	16 924,60
2	TOTAL:	17 793,90	17 405,90	97,82 %	388,00	17 793,90	851,18	4,78 %	16 554,72	16 942,72
3150	ENP - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone de voisinage	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
31	Total chapitre	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
3	TOTAL:	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00	0,00	0,00 %	0,00	0,00
	Total source des fonds	61 913,77	61 525,77	99,37 %	388,00	61 913,77	44 971,05	72,63 %	16 554,72	16 942,72

iv. Crédits reportés de 2011 à 2012

Poste	Description	Engagements reportés de 2011 à 2012	Crédits de paiement reportables de 2011 à 2012	Paielements exécutés pour les crédits 2011 en 2012	Crédits de paiement de 2011 annulés en 2012
1112	Personnel local	8 063,00	8 063,00	7 902,80	160,20
1177	Autres prestations et services institutionnels d'audit	60 018,92	60 018,92	47 362,46	12 656,46
1180	Frais divers de recrutement	27 500,86	27 500,86	23 953,94	3 546,92
11	Total chapitre	95 582,78	95 582,78	79 219,20	16 363,58
1300	Frais de missions et de déplacement	46 873,36	46 873,36	20 559,93	26 313,43
13	Total chapitre	46 873,36	46 873,36	20 559,93	26 313,43
1430	Autres prestations et services institutionnels d'audit	17 275,69	17 275,69	10 874,58	6 401,11
1440	Frais divers de recrutement	46 141,00	46 141,00	38 648,84	7 492,16
1490	Autres prestations et services institutionnels d'audit	2 355,44	2 355,44	1 900,00	455,44
14	Total chapitre	65 772,13	65 772,13	51 423,42	14 348,71
1700	Frais de représentation	4 153,20	4 153,20	1 613,50	2 539,70
17	Total chapitre	4 153,20	4 153,20	1 613,50	2 539,70
1	TOTAL:	212 381,47	212 381,47	152 816,05	59 565,42
2000	Location	2 290,00	2 290,00	2 290,00	0,00
2020	Eau, gaz, électricité et chauffage	13 367,74	13 367,74	6 323,66	7 044,08
2030	Nettoyage et entretien	20 131,09	20 131,09	19 460,67	670,42
2040	Aménagement des locaux	2 715,73	2 715,73	2 715,73	0,00
2050	Sécurité et surveillance	26 443,44	26 443,44	25 389,20	1 054,24
2090	Nettoyage et entretien	2 839,18	2 839,18	513,65	2 325,53
20	Total chapitre	67 787,18	67 787,18	56 692,91	11 094,27
2100	Matériel TIC	97 459,07	97 459,07	97 453,64	5,43
2101	Développement et achat de logiciels	78 025,57	78 025,57	75 333,57	2 692,00
2103	Coûts des télécoms	44 239,76	44 239,76	29 613,48	14 626,28
2105	Coûts des équipements de télécommunication	448,80	448,80	0,00	448,80
21	Total chapitre	220 173,20	220 173,20	202 400,69	17 772,51
2200	Installations techniques	4 515,96	4 515,96	4 466,00	49,96
2210	Achats de matériel bureautique	3 020,81	3 020,81	3 019,25	1,56
22	Total chapitre	7 536,77	7 536,77	7 485,25	51,52
2300	Papeterie et fourniture de bureaux	20 219,90	20 219,90	20 196,78	23,12
2320	Diverses dépenses financières	350,00	350,00	313,48	36,52
2330	Frais de contentieux	4 157,02	4 157,02	1 049,68	3 107,34
2350	Assurances diverses	698,87	698,87	62,61	636,26
2355	Menues dépenses	1 500,00	1 500,00	0,00	1 500,00
2360	Publications	3 882,90	3 882,90	876,43	3 006,47
23	Total chapitre	30 808,69	30 808,69	22 498,98	8 309,71
2400	Correspondance et frais de port	9 962,41	9 962,41	4 940,04	5 022,37
24	Total chapitre	9 962,41	9 962,41	4 940,04	5 022,37
2500	Frais généraux de réunion	8 674,85	8 674,85	5 033,42	3 641,43
25	Total chapitre	8 674,85	8 674,85	5 033,42	3 641,43
2	TOTAL:	344 943,10	344 943,10	299 051,29	45 891,81
3000	Achat de publications et d'abonnements opérationnels	7 932,78	0,00	0,00	0,00
3010	Publications générales	128 145,25	0,00	0,00	0,00
3040	Frais de traduction	17 078,50	0,00	0,00	0,00
30	Total chapitre	153 156,53	0,00	0,00	0,00
3140	Évaluation de l'impact et audit des activités du programme de travail	82 689,78	0,00	0,00	0,00

3150	ENP - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone de voisinage	701 892,38	5 113,86	5 113,86	0,00
3160	IPA - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans la zone d'élargissement	444 539,28	0,00	0,00	0,00
3170	DCI - Projets en faveur de l'assistance extérieure de l'UE dans l'instrument de coopération au développement	151 097,69	0,00	0,00	0,00
3180	ILP – Projets : innovation et apprentissage	267 812,43	0,00	0,00	0,00
3190	Projets en faveur de l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes	148 559,54	0,00	0,00	0,00
31	Total chapitre	1 796 591,10	5 113,86	5 113,86	0,00
3200	Missions opérationnelles	169 925,60	0,00	0,00	0,00
32	Total chapitre	169 925,60	0,00	0,00	0,00
3	TOTAL:	2 119 673,23	5 113,86	5 113,86	0,00
	Total source des fonds	2 676 997,80	562 438,43	456 981,20	105 457,23

Pour le titre 3 des engagements liés à la subvention de l'ETF d'un montant total de 2 119 673 23 EUR ont été reportés de 2011 à 2012. Ces engagements sont honorés au moyen des Crédits payés de 2012 et les montants payés sont repris dans le tableau «i. Crédits de l'exercice courant».

v. Crédits affectés

Chapitre	Description	Crédits d'engagement			Crédits de paiement				
		Crédits d'engagement disponibles 2012	engagements 2012	% total engagé	Crédits d'engagement disponibles reportés à 2013	Crédits de paiement final disponibles en 2012	Total des paiements 2012	% total payé	Crédits de paiements reportés à 2013
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2003	-	-		-	-	-		-
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2004	476,78	476,78		-	476,78	476,78		-
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 005	-	-		-	703,47	703,47		-
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2006	267,00	1 208,24		1 475,24	4 186,74	2 711,50		1 475,24
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2007	-	-		-	-	-		-
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2008	858,45	414,64		443,81	9 157,60	8 299,15		858,45
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2009	84 567,27	68,830.22		15 737,05	112 125,72	64 170,23		47 955,49
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2010	-	-		-	3 826,13	3 826,13		-
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2011	116,25	116.25		-	2 542,30	1 475,20		1 067,10
43	Coopération avec des institutions nationales - Fonds 2012	2 805,14	2,719.51		85,63	2 805,14	2 091,25		713,89
	Total autres bailleurs de fonds:	89 090,89	71 349,16	80,09 %	17 741,73	135 823,88	83 753,71	61,66 %	52 070,17
51	Ressources humaines – fonds disponibles les années précédentes	-	-		-	59 510,56	59 510,56	-	-
52	Voyages et indemnités journalières - fonds disponibles les années précédentes	-	-		-	124 098,17	124 098,17	-	-
53	Autres frais (visibilité et conférences/séminaires)	-	-		-	63 926,40	63 926,40	-	-
54	Activité d'acquisition pour la composante 3	-	-		-	-	-	-	-
55	Activité d'acquisition pour la composante 4	-	-		-	932,33	932,33	-	-
56	Audit financier	-	-		-	-	-	-	-
57	Imprévus	-	-		-	-	-	-	-
	Total CE – convention MEDA-ETE:	0,00	0,00	0,00 %	0,00	248 467,46	248 467,46	100 %-	-
Total	Total budget disponible:	89 090,89	71 349,16	80,09 %	17 741,73	384 291,34	332 221,17	86,45 %	52 070,17

VI. TABLEAU DES EFFECTIFS DE L'ETF POUR 2012

Groupe de fonctions et grade	Tableau des effectifs 2012		Postes pourvus au 31 décembre 2012	
	Permanents	Temporaires	Permanents	Temporaires
AD 16				
AD 15				
AD 14		1		1
AD 13		4		
AD 12		8		7
AD 11		10		11
AD 10		3		1
AD 9		11		12
AD 8		9		5
AD 7		12		20
AD 6				
AD 5		3		3
Sous-total AD		61		60
AST 11				
AST 10		5		1
AST 9		4		5
AST 8		5		5
AST 7		6		6
AST 6		2		3
AST 5		4		3
AST 4		3		3
AST 3		4		6
AST 2		2		1
AST 1				
Sous-total AST		35		33
Total		96		93

En outre, l'ETF a 35 agents contractuels et 2 agents locaux

ANNEXE I: LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL DE DIRECTION EN 2012

Commission européenne Président	M. Jan TRUSZCZYŃSKI Directeur général DG Éducation et Culture
Commission européenne Suppléant	M. Antonio Silva Mendes Directeur des politiques et programmes d'apprentissage tout au long de la vie DG Éducation et culture
Commission européenne Membre	M. Gerhard SCHUMANN-HITZLER Directeur DG Élargissement
Commission européenne Membre	M. Kristian SCHMIDT Directeur DG DEVCO DGA2 Développement humain et de la société
Commission européenne Suppléant	M ^{me} Hélène BOURGADE Chef d'unité Emploi, inclusion sociale, migration DG DEVCO DGA2
Expert sans droit de vote	M. Jean-François MEZIÈRES Directeur général délégué auprès du Directeur général des services Conseil régional du Centre
Expert sans droit de vote	M. Jan ANDERSSON
Expert sans droit de vote	M ^{me} Sara PARKIN Directrice fondatrice Forum for the Future
Autriche Membre	M. Karl WIECZOREK Expert de haut niveau Département de la formation professionnelle Ministère fédéral de l'économie et du travail
Autriche Suppléant	M. Reinhard NÖBAUER Expert de haut niveau Enseignement et formation professionnels Ministère fédéral de l'éducation, des arts et de la culture
Belgique Membre	M ^{me} Micheline SCHEYS Secrétaire générale Ministère flamand de l'éducation et de la formation
Bulgarie Membre	M ^{me} Valentina DEYKOVA Directrice Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sciences Direction de l'enseignement professionnel et de la formation continue

Bulgarie Suppléant	M ^{me} Emiliana DIMITROVA Directrice Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sciences Direction de l'enseignement professionnel et de la formation continue
Chypre Membre	M. Elias MARGADJIS Directeur Département de l'enseignement technique et professionnel secondaire Ministère de l'éducation et de la culture
Chypre Suppléant	M ^{me} Panayiota SHAKALLI Inspectrice générale Enseignement technique et professionnel secondaire Ministère de l'éducation et de la culture
République tchèque Membre	M ^{me} Helena ÚLOVCOVÁ Directrice adjointe Institut national de l'enseignement technique et professionnel
République tchèque Suppléant	M. Jakub STAREK Directeur général suppléant du service de l'enseignement Ministère de l'éducation, de la jeunesse et des sports
Danemark Membre	M. Torben KORNBECH RASMUSSEN Directeur Secrétariat des affaires internationales
Danemark Suppléant	M ^{me} Hanna DAM Conseillère spéciale Département Secrétariat international Ministère de l'éducation
Estonie Membre	M ^{me} Külli ALL Conseillère (Apprentissage tout au long de la vie) Enseignement professionnel et formation des adultes Ministère de l'éducation et de la recherche
Finlande Membre	M ^{me} Tarja RIIHIMAKI Conseillère d'éducation Enseignement et formation professionnels Ministère de l'éducation
Finlande Suppléant	M. Ossi V. LINDQVIST Ex-président du conseil finlandais d'évaluation de l'enseignement supérieur Université de Kuopio
France Membre	M. Maurice MEZEL Conseiller spécial Affaires internationales Ministère français du travail
France Suppléant	M. Michel LEFRANC Chargé de mission à la DREIC Ministère de l'éducation nationale

Allemagne Membre	M. Stefan SCHNEIDER Chef d'unité Questions générales et politique de l'éducation UE Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche
Allemagne Suppléant	M ^{me} Ingrid MUELLER-ROOSEN Unité 221 – Questions générales et politique de l'éducation UE Ministère fédéral de l'éducation et de la recherche
Hongrie Membre	M. György SZENT-LÉLEKY Conseiller principal Enseignement professionnel et formation des adultes Ministère des affaires sociales et du travail
Irlande Suppléant	M ^{me} Ann Mary REDMOND Département de l'enseignement et de la qualification Section de liaison du FÁS
Italie Membre	M. Alberto CUTILLO Ministre plénipotentiaire Direction générale de l'intégration européenne Ministère des affaires étrangères
Italie Suppléant	M. Franco GIORDANO Ministre plénipotentiaire – Ambassadeur – Conseiller diplomatique Ville de Turin Département des relations internationales
Lettonie Membre	M ^{me} Lauma SIKĀ Secrétaire d'État adjointe Ministère de l'éducation et des sciences de la République de Lettonie
Lettonie Suppléant	M ^{me} Dita TRAIÐAS Directrice Agence pour le développement de l'éducation
Lituanie Suppléant	M ^{me} Giedrė BELECKIENĖ Experte indépendante
Luxembourg Membre	M. Antonio DE CAROLIS Directeur adjoint à la formation professionnelle Service de la formation professionnelle Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle
Malte Membre	M. Philip VON BROCKDORFF Directeur exécutif Commission nationale de l'enseignement post-obligatoire et supérieur
Malte Suppléant	M. Richard CURMI Directeur Conseil des qualifications de Malte

Pays-Bas Membre	M ^{me} Boukje SPIT Chef d'unité Innovation et information Direction de l'enseignement professionnel et de la formation des adultes Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences
Pologne Membre	M ^{me} Stefania WILKIEL Conseillère auprès du ministre Ministère de l'éducation nationale, Département de la coopération internationale
Pologne Suppléant	M ^{me} Danuta CZARNECKA Directrice adjointe Département des programmes internationaux et de la reconnaissance des diplômes Ministère des sciences et de l'enseignement supérieur
Portugal Membre <i>(réunion de juin)</i>	M. Nuno PESTANA Directeur général Ministère de l'éducation, de la recherche et de l'innovation Direction générale de l'enseignement et de l'apprentissage tout au long de la vie
Portugal Membre <i>(réunion de novembre)</i>	M ^{me} Isilda FERNANDES Directrice des services pour l'emploi et la formation professionnelle de la Direction générale pour l'emploi et les relations au travail Ministère de l'économie et du travail
Portugal Suppléant	M. Félix ESMÉNIO Membre du conseil de direction de l'Institut de l'emploi et de la formation professionnelle Ministère de l'économie et du travail Institut de l'emploi et de la formation professionnelle
Roumanie Membre	M ^{me} Liliana PREOTEASA Directrice générale Direction générale de l'enseignement et de l'apprentissage tout au long de la vie Ministère de l'éducation de la recherche, de la jeunesse et des sports
République slovaque Membre	M. Juraj VANTUCH Enseignant/chercheur Université Comenius Faculté de l'éducation
Slovénie Membre	M. Elido BANDELJ Directeur Institut de la République de Slovénie pour l'EFPP
Slovénie Suppléant	M. Anton SIMONIC Conseiller spécial Affaires européennes Ministère de l'éducation, des sciences et des sports
Espagne Membre	M ^{me} Rosario ESTEBAN BLASCO Responsable d'unité Sous-direction générale EFP Ministère de l'éducation

**Espagne
Suppléant**

M^{me} Gema CAVADA BARRIO
Responsable de service
Sous-direction générale EFP
Ministère de l'éducation

**Suède
Membre**

M. Per BYSTRÖM
Directeur adjoint
Enseignement supérieur secondaire et formation des
adultes
Ministère de l'éducation et de la recherche

**Royaume-Uni
Membre**

M^{me} Marilyn EAST
Chef de projet
Projets spéciaux, Relations internationales et relations
avec la communauté de l'enseignement supérieur

**Royaume-Uni
Suppléant**

M^{me} Caroline LUCAS
Chargée de projet
Projets spéciaux, Relations internationales et relations
avec la communauté de l'enseignement supérieur